

L'hon. M. Greene: Nous n'envisageons actuellement aucune entente avec la Denison Mines mais il est certain que dans toute mesure prise par le gouvernement, le bien-être, l'emploi et le souci des ouvriers passent en premier lieu.

M. Max Saltsman (Waterloo): J'aimerais demander au ministre s'il a l'intention d'appliquer le même règlement aux autres industries énergétiques comme le pétrole et le charbon?

L'hon. M. Greene: Aucune décision n'a encore été prise à cet égard. Le premier ministre a témoigné que le gouvernement s'achemine activement vers une décision de politique générale touchant la propriété étrangère des biens industriels et miniers au Canada. Lorsque cette décision aura été prise et qu'on sera sur le point de l'annoncer, on répondra de façon précise à cette question.

L'hon. M. Hees: J'ai une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Je crois comprendre, selon la réponse du ministre à la dernière question que je lui ai posée, que si Denison ferme ses portes par suite de la décision du président, le gouvernement n'y voit aucun inconvénient et les 1,000 autres personnes mises à pied viendront tout simplement grossir les rangs des chômeurs qui se trouvent dans cette situation à cause de la politique gouvernementale.

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Baldwin: C'est une mesure pour combattre l'inflation!

M. Foster: Comme M. Roman a déclaré ce matin qu'il y a un manque de fonds, le ministre voudrait-il nous dire s'il songe à prolonger au-delà du 30 juin le programme d'accumulation des stocks qui a bien servi Denison?

L'hon. M. Greene: Dans le cas de fermeture, ou de fermeture possible, il faudrait faire face à cette éventualité et songer aux diverses solutions qui pourraient s'offrir au gouvernement. Mais nous n'en sommes pas encore là.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): J'ai une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Vu le climat d'incertitude créé par le Livre blanc et la déclaration concernant la société Denison Mines, je voudrais demander au ministre s'il est disposé à donner maintenant au pays l'assurance que les règlements et la législation spéciale qu'il a mentionnés aujourd'hui ne s'appliqueront pas à l'industrie pétrolière de l'Ouest du Canada qui subit déjà actuellement le contrecoup du contingentement décrété par les États-Unis, question que le ministre a évoquée récemment à la Chambre.

[M. Foster.]

L'hon. M. Greene: Je ne suis pas en mesure de donner l'assurance demandée par le député. Comme je l'ai déjà fait remarquer, le premier ministre a annoncé, en fait, que le gouvernement est en train de réexaminer l'ensemble du problème posé par les titres de propriété aux mains d'étrangers. Je suis tout à fait sûr qu'une fois qu'une décision aura été prise, elle sera annoncée aussi rapidement que possible de manière que l'industrie, les entrepreneurs et les actionnaires soient fixés quant à la politique du gouvernement.

M. Woolliams: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre serait-il disposé à faire une déclaration précise avant les vacances de Pâques sur les effets de cette décision sur le commerce en général ainsi que sur le marché des valeurs au Canada?

L'hon. M. Greene: Je ne suis pas en mesure de faire une telle annonce et je pense que le marché des valeurs, tout en ayant des hauts et des bas, n'a pas souffert de la politique du gouvernement dans ce domaine.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député de Prince Albert demande-t-il la parole pour poser une question supplémentaire?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Oui, monsieur l'Orateur. Elle concerne la Saskatchewan où on prévoit un développement énorme de la production d'uranium. Une société américaine a dépensé d'importants capitaux en Saskatchewan dans la région du lac Wollaston, en raison de belles perspectives d'une vaste expansion à cet endroit. Comme des dépenses préliminaires de quelque 70 millions de dollars seront sans doute faites, la décision prise en ce qui concerne la Denison Mines s'appliquera-t-elle à cette société qui a consacré une couple d'années à des explorations sérieuses et qui est maintenant sur le point de lancer l'une des plus grandes exploitations minières dans notre province, où c'est tellement nécessaire parce que la potasse et le blé sont presque invendables? Le ministre accordera-t-il sa considération à ces industries qui ont consacré des capitaux selon les dispositions de la loi, et ne s'attendaient pas du tout aux changements qui y ont été apportés?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, la situation que le très honorable représentant vient de signaler à la Chambre est celle à laquelle le gouvernement songe lorsqu'il déclare:

Un autre point concerne les entreprises étrangères qui s'occupent d'exploration d'uranium et qui n'ont pas encore établi la présence de dépôts